

Charte du Pôle de compétitivité Mer Méditerranée

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

- L'innovation est l'un des facteurs majeurs de compétitivité de l'économie qui est d'autant plus efficace que les entreprises, les centres de recherche et les organismes de formation développent des synergies de proximité,
- La BRETAGNE et la région PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR disposent d'un tissu industriel riche dans le domaine de la mer et d'un potentiel important de Recherche et Développement dans le domaine des sciences et techniques de la mer,
- La logique de l'appel à projets des pôles de compétitivité les a naturellement incités à mettre en réseau et à animer l'ensemble de ces compétences sur un thème majeur : la « MER, SECURITE & SURETE, DEVELOPPEMENT DURABLE » avec un lien fort avec la Défense,
- Les acteurs des deux régions ont décidé de se coordonner afin d'accroître leur compétitivité dans une logique de coopération et de complémentarité,
- Ceci implique des échanges d'informations nécessaires à la construction des complémentarités utiles et au développement de projets réellement innovants,
- Chaque pôle a convenu d'établir une charte aussi proche que possible l'une et l'autre, pour faciliter la mise en œuvre de ce qui précède,
- « Le Pôle Mer PACA », ci-après appelé « Pôle Mer », a été labellisé par l'Etat le 12 juillet 2005,
- Suite à la validation par l'Etat de son extension territoriale (Réunion Interministérielle du 13 juin 2013), il a pris la dénomination **Pôle Mer Méditerranée**. Cette décision a été votée à l'unanimité des présents lors de l'Assemblée Extraordinaire de TVT/Pôle Mer du 27 juin 2013,
- Son label a été renouvelé à l'issue des évaluations des pôles conduite par l'Etat en 2008, 2012 et 2018 et reste valide jusqu'en 2022.
- La nouvelle stratégie du Pôle est définie par son dossier de réponse d'octobre 2018 validé par l'Etat et résumé dans les documents « notre projet pour la phase IV des Pôles » et « Feuille de route stratégie innovation du Pôle Mer Méditerranée 2019-2022 ».

ENTRE LES MEMBRES DU POLE MER MEDITERRANEE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. OBJET

1.1 Les membres du Pôle Mer décident de mettre en réseau leurs compétences en collaborant au développement de technologies, produits et services innovants en vue de réaliser les OBJECTIFS définis ci-après.

Les membres conviennent de collaborer selon les dispositions de la présente Charte,

1.2 La présente Charte a pour objet de définir les principes généraux devant régir le fonctionnement du pôle ainsi que la collaboration entre les membres du pôle.

Article 2. DOMAINE D'APPLICATION - OBJECTIFS

Les membres du Pôle Mer poursuivront les objectifs suivants, concourant au développement des thèmes du Pôle Mer :

- Animer et mettre en réseau les compétences des membres,

- Favoriser le plus possible les synergies entre organismes de formation, de recherche et entreprises, dans une logique de coopération et de complémentarité conduisant à la réalisation de projets coopératifs innovants porteurs de nouveaux produits et services.,
- Favoriser l'émergence et les développements innovants dans le domaine des technologies liées à la mer et au littoral,
- Promouvoir les compétences des membres du Pôle Mer et son image de marque afin d'augmenter son attractivité,
- Organiser la concertation entre partenaires pour définir la stratégie de développement économique du Pôle Mer.
- Veiller au positionnement national du Pôle Mer, dans le respect de la complémentarité des pôles français
- Travailler en étroite coordination avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique avec lequel un projet de JV est en cours de finalisation
- Assurer la mise en réseau du Pôle Mer avec les meilleurs pôles mondiaux de spécialités similaires afin d'étendre le champ des coopérations et des partenariats possibles,
- Organiser des lieux d'échange et de convivialité : organisation de rencontres entre les membres, BtoB, annuaire, portail Internet, salons, forums, missions internationales, visites de centres de recherche pour les PME...
- Identifier les besoins d'évolution du Pôle Mer par la conduite d'études et l'organisation de réflexions entre les membres, en cohérence avec les politiques de développement économique territoriales, nationales et européennes,
- Mettre en place les outils d'intelligence économique adaptés aux domaines économique, juridique, scientifique et technique du Pôle Mer.

Article 3. PRINCIPES D'APPLICATION

Il est convenu :

- que les initiateurs industriels et scientifiques de la démarche pôle de compétitivité, seront, s'ils le souhaitent, automatiquement membres du premier Comité de Pilotage élu par l'Assemblée des membres (durée 3 ans) en 2005 afin d'assurer la continuité et la cohérence des actions définies et des engagements pris dans le dossier de candidature déposé le 28 février 2005.

Ces engagements ont été renouvelés successivement tout au long des différentes phases définies par l'Etat pour les Pôles de compétitivité et ceci après des séquences d'évaluation et d'audit. Le Pôle Mer Méditerranée est actuellement engagé dans le respect de sa feuille de route phase 4, validée par l'Etat fin 2018 et ce jusqu'à fin 2022.

- que le financement de l'équipe d'ingénierie et d'animation sera assuré par des contributions publiques européennes, nationales, régionales, locales et par des financements privés issus des contributions des membres (cotisations, mises à disposition) et des prestations exécutées par le Pôle pour ses adhérents et/ou des tiers,

- que chaque projet ou action de coopération mené dans le cadre du Pôle Mer fera l'objet d'un contrat particulier entre les membres intéressés et le ou les tiers concerné(s). Ce contrat particulier définira les conditions spécifiques des travaux correspondants, et notamment leur durée, leur coût, leur financement et le régime de propriété intellectuelle,

Article 4. ORGANISATION et GOUVERNANCE

4.1. Assemblée des Membres (AM)

Pour devenir membre chaque structure intéressée doit candidater officiellement en remplissant le dossier d'adhésion qui sera soumis à l'approbation du Comité de Pilotage du Pôle. Cette adhésion entraîne automatiquement celle à TVT conformément à ses statuts. L'Assemblée des Membres se réunit au moins une fois chaque année, à date fixée par le Comité de Pilotage qui en fixe l'ordre du jour. Ne peuvent être traitées lors des réunions de l'Assemblée des Membres que les questions soumises à l'ordre du jour.

Chaque membre dispose d'une voix et des voix des membres qu'il représente. Chaque membre ne peut disposer de plus de cinq voix (dont quatre pouvoirs) en tout. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

Le Président du Comité de Pilotage préside l'Assemblée des Membres et expose la situation, les activités et notamment la stratégie du Pôle Mer, ses orientations scientifiques et techniques, les résultats obtenus, les perspectives et ses relations avec les autres pôles.

Le rapport annuel d'évaluation incluant les éléments budgétaires de l'exercice est également présenté lors des réunions de l'Assemblée des Membres.

Le rôle de l'Assemblée des Membres est de :

- Approuver la proposition de budget annuel de fonctionnement du Pôle Mer et notamment le montant de la cotisation annuelle due par chaque acteur,
- Examiner et valider les modifications éventuelles de la charte

L'Assemblée des Membres est structurée en quatre collèges :

- 1^{er} collège : grands groupes et les entreprises n'entrant pas dans la définition des PME ci-après
- 2^{ème} collège : PME, **selon la nouvelle définition PME de l'UE : Commission Recommendation of 6 mai 2003/361/OJ L 124 du 20.05.2003 P.36, entrée en vigueur début 2005.**
 - **Toute entreprise appartenant au groupe PME et qui est amenée à changer de groupe pour des raisons industrielles ou capitalistiques, doit informer le pôle Mer. Cependant, son représentant, s'il appartient au Comité de pilotage, continuera à représenter son groupe originel jusqu'au terme de son mandat.**
- 3^{ème} collège : Organismes de recherche ou de formation ou de transfert de technologie. Toute candidature d'un laboratoire, adhérent au Pôle Mer, doit recevoir l'approbation formelle préalable de ses autorités de tutelle. Un même organisme de tutelle ne pourra pas occuper deux postes au comité de pilotage en direct ou par l'intermédiaire d'un de ses laboratoires qu'il aurait désigné.
- 4^{ème} collège : Structures qui relèvent de l'écosystème du pôle et qui ne relèvent pas des 3 collèges précédents

Les premier et troisième collèges élisent chacun à la majorité simple neuf représentants maximum pour un mandat de trois ans, renouvelable.

Le deuxième collège élit à la majorité simple 10 représentants maximum pour un mandat de trois ans, renouvelable

Le quatrième collège élit à la majorité simple cinq représentants maximum pour un mandat de trois ans, renouvelable.

TVT est membre de droit du Comité de Pilotage, avec voix délibérative.

Suite à l'acceptation par l'Etat de l'extension du territoire du Pôle Mer au Languedoc Roussillon en 2011 sur décision du GTI d'octobre 2010, puis à la fusion des Régions Languedoc –Roussillon et Midi-Pyrénées fin 2016 le Conseil Régional d'Occitanie dispose d'un siège avec voix délibérative. Il désignera lors des élections renouvelant le Comité de Pilotage, une structure de développement économique ou d'innovation qui les représentera. Cette procédure sera reconduite à chaque élection générale du Comité de Pilotage

Les trente-cinq représentants des collèges et membres de droit ou désignés constituent ainsi le Comité de Pilotage du Pôle.

La DGA, l'ADEME, BPI, la Direccte Provence Alpes Côte d'Azur, la DRRT et la Marine sont membres associés au Comité de Pilotage, ainsi que les collectivités territoriales ou organismes participant au financement du Pôle Mer. Leur rôle est consultatif.

Le comité de pilotage pourra s'adjoindre avec rôle consultatif toute autre compétence nécessaire à son bon fonctionnement.

4.2. Le Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage est l'organe de décision du Pôle Mer

Le Comité de Pilotage élit à la majorité simple un Président pour une durée de 3 ans, renouvelable. Ce Président, qui doit disposer d'une légitimité technique et d'une disponibilité suffisante, sera l'interlocuteur privilégié de l'Etat et des collectivités territoriales, auprès desquels il incarnera le Pôle Mer. Il participe à la promotion du Pôle Mer.

Son rôle est également de coordonner, avec l'appui du Comité de Pilotage, les actions du Pôle Mer Méditerranée avec celles du Pôle Mer Bretagne Atlantique, à travers un organe dédié le CPCI (cf article 4.4).

Pour conduire ses actions, le Président s'appuiera sur un bureau composé de 3 élus maximum issus du 1^{er} collège, 3 élus maximum issus du 2^{ème} collège, 3 élus maximum du 3^{ème} collège, 1 élu issu du 4^{ème} collège.

Le Président et les 10 élus du Comité de Pilotage ainsi que le directeur du Pôle à titre consultatif formeront le Bureau.

- Règles de participation au Comité de Pilotage :
 - En cas d'absence, tout élu peut se faire représenter par quelqu'un de la même personne morale,
 - Dès 5 absences sur 12 comités glissants, il y aura destitution de la personne morale,
 - Au Comité suivant la destitution éventuelle, le collège concerné proposera une nouvelle personne morale de son collège à coopter par le Comité de Pilotage pour le restant de la mandature.

Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par mois sur convocation du Président ou peut également être convoqué suite à demande motivée par le quart au moins de ses membres.

Le Comité de Pilotage est chargé :

1. De la validation et l'élaboration de la stratégie du pôle, de ses orientations techniques et scientifiques,
2. de la validation du programme d'actions annuel et du budget prévisionnel associé,
3. du suivi de l'exécution du programme d'Activités et du budget associé,
4. de l'approbation de l'adhésion au pôle des nouveaux membres sur proposition de l'équipe d'ingénierie et d'animation,
5. de l'approbation d'exclusion des membres sur proposition de l'équipe d'ingénierie et d'animation,
6. de la labellisation des nouveaux projets portés par les acteurs du pôle,
7. de la saisine et de l'information du Comité de Pilotage et de Coordination interrégional pour les projets et les actions le nécessitant,
8. de l'application des décisions prises par le Comité de Pilotage et de Coordination interrégional,

Le Comité de Pilotage est garant des engagements pris devant ses cofinanceurs publics dans le cadre de l'obtention du label « Pôle de compétitivité ».

Les décisions du Pôle Mer sont prises à la majorité simple des voix des présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

4.3. Le Bureau du Pôle Mer Méditerranée

Ce bureau pourra relayer les actions du Président et s'appuiera sur l'équipe d'ingénierie et d'animation

Il est composé du Président du pôle et de 3 élus maximum issus du 1^{er} collège, 3 élus maximum issus du 2^{ème} collège, 3 élus maximum issus du 3^{ème} collège, 1 élu issu du 4^{ème} collège ; chaque collège du Comité de Pilotage désignant ses élus qui siègent au Bureau. Le Directeur du Pôle participe aux travaux du Bureau avec voix consultative.

La répartition des activités entre le Président et les autres élus sera présentée par le Président au Comité de Pilotage pour approbation.

4.4. Comité d'Orientation Stratégique

Il est l'organe de facilitation du Pôle Mer avec son environnement d'appui.

En plus des trois niveaux définis ci-dessus, l'Assemblée des Membres a souhaité s'appuyer sur un Comité d'Orientation Stratégique, facilitateur des relations du pôle avec son environnement (institutionnel).

Celui-ci est composé des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des représentants du monde scientifique et économique et de représentants du Comité de Pilotage dont son Président.

Il est chargé d'orienter la stratégie du pôle et de s'assurer de la cohérence entre les politiques de développement locales, régionales, nationales et les projets du pôle.

Il est présidé par un élu en charge d'une des collectivités territoriales soutenant le pôle.

Il se réunit au moins une fois par an, l'ordre du jour est proposé par le Président du Comité de Pilotage et arrêté par le Président du Comité d'Orientation Stratégique.

Le Comité d’Orientation Stratégique, assure par ailleurs les relations avec la structure analogue du Pôle Mer Bretagne, qu’il rencontre au moins une fois par an. Il sera par ailleurs l’interlocuteur privilégié des Pouvoirs Publics Français, des Instances Communautaires ou Internationales, susceptibles d’être partenaires du pôle.

Il apportera tout son appui à la promotion du pôle et à son rayonnement. Enfin, il accompagne le pôle dans la recherche et la mise en œuvre des financements nécessaires à son fonctionnement.

Le Président du Comité d’Orientation Stratégique participera es qualité au Conseil d’Administration de TVT, structure d’accueil du pôle. En cas d’impossibilité il nommera un membre du Comité d’Orientation Stratégique pour le représenter.

4.5 Le Comité de Pilotage et de Coordination interrégional avec le pôle Mer Bretagne Atlantique

Le Pôle de compétitivité Mer Bretagne Atlantique dispose d’instances de gouvernance similaires afin de faciliter la coordination des actions des deux pôles.

Il est donc institué un Comité de Pilotage et de Coordination des deux Pôles Mer constitué de 4 membres issus des bureaux de chaque pôle, désignés par les instances de gouvernance respectives. En complément, les directeurs des deux pôles font également partie de ce comité avec voix consultative et peuvent y inviter ou s’y faire représenter par leur directeur adjoint en cas d’empêchement. Une même entité au sein de ce comité commun ne pourra disposer de plus de deux représentants.

Ce Comité de Pilotage et de Coordination est un outil de concertation et procède aux arbitrages éventuellement nécessaires selon l’accord signé entre les 2 gouvernances, qui s’impose donc de ce fait aux membres du pôle Mer. Dans le dossier de réponse de la phase 4 des P2C les Pôles Mer ont inscrit leur intention de créer une JV Pôles Mer qui devrait voir le jour fin 2020 et reprendre les attributions du CPCI.

4.6. Equipe d’ingénierie et d’animation

Le Comité de Pilotage s’appuie sur une équipe d’ingénierie et d’animation.

Celle-ci est l’organe d’animation et de fonctionnement du pôle. Elle assure notamment l’organisation et la préparation des réunions de l’Assemblée des Membres, du Comité de Pilotage et des Groupes de Travail.

L’équipe d’ingénierie et d’animation est placée sous la responsabilité d’un Directeur qui assiste aux réunions de l’assemblée des membres et du Comité de Pilotage, avec voix consultative. Il peut se faire assister autant que de besoin par les membres de son équipe. Il rend compte de son action au Comité de Pilotage et à son Président en particulier.

Les membres de l’équipe, dont le nombre n’est pas limité, sont attachés administrativement à la structure TVT, laquelle pourra renforcer cette équipe par une mise à disposition autant que de besoin de son propre personnel.

Cette équipe d’ingénierie et d’animation a pour rôle notamment :

- de proposer, pour approbation par le Comité de Pilotage le Programme d’Activités annuel et le budget de fonctionnement associé,
- de rechercher les financements nécessaires au fonctionnement du Pôle Mer et à la réalisation de son Programme d’Activités,
- d’entretenir les relations avec les institutionnels en associant le Comité de Pilotage,
- d’exécuter le Programme d’Actions annuel et le budget associé, dans le respect du budget approuvé,
- d’assurer le secrétariat général du Pôle Mer,
- d’exécuter un plan de communication et les actions spécifiques,
- d’organiser, planifier les réunions des groupes de travail, de les piloter, d’en faire les relevés de décisions et de veiller à leur exécution,
- d’instruire les projets du Pôle Mer suivant les critères de sélection communs aux deux pôles et approuvé par le Comité de Pilotage et de Coordination interrégional, et dans le respect de la charte de labellisation des Pôles de compétitivité,
- de participer à l’ingénierie financière des projets labellisés,
- de piloter les actions d’intelligence économique intéressant le pôle et les mettre à disposition des membres,
- de participer au développement des actions de promotion du Pôle Mer : salons, colloques, séminaires, portail Internet, missions internationales, ...
- de répondre à des appels à projets européens (programme cadre de R&D et Interrreg notamment) et de réaliser les travaux en cas de succès
- d’assurer les relations avec la structure analogue du pôle Mer Bretagne Atlantique, qu’il rencontre autant que de besoin.

4.7. Groupes de travail (GT)

Les groupes de travail sont composés d'experts industriels et scientifiques, membres du Pôle Mer, souhaitant y participer et pilotés par un membre de l'équipe d'ingénierie et d'animation.

A l'issue de la reconduction du label du Pôle pour la période 2019-2022, les groupes de travail ont été directement liés aux Domaines d'Actions Stratégiques :

- Défense, sûreté et sécurité maritimes
- Naval et Nautisme
- Ressources énergétiques et minières marines
- Ressources biologiques marines
- Environnement et valorisation du littoral
- Ports, Logistique et transport maritimes.

Et aux deux axes technologiques transverses :

- Transformation numérique et robotique
- Transition écologique

Chaque GT a pour objectif :

- d'analyser et d'anticiper les besoins du marché,
- de faire émerger les projets d'innovation entre ses membres,
- de poursuivre la veille économique, notamment avec des journées techniques
- de créer des liens entre les adhérents

Des compétences extérieures, sont appelées autant que de besoins, par l'équipe d'ingénierie et d'animation pour renforcer les GT.

D'autres GT peuvent être mis en place sur des problématiques génériques que le Pôle souhaite traiter comme : « emploi/formation », « International », « RSE » etc.

4.8. Projets

Les projets, initiés le plus souvent au sein des GT, sont évalués et accompagnés par l'équipe d'ingénierie et d'animation, ils sont soumis à l'approbation du Comité de Pilotage. Ils doivent satisfaire un certain nombre de critères dont les principaux sont :

- S'inscrire dans les DAS du Pôle et/ou les axes transverses,
- Associer si possible des entreprises et des laboratoires de recherche publics,
- Présenter des enjeux significatifs (marchés, international, technologies),
- Proposer un contenu innovant,
- Avoir un retour sur investissement quantifiable et mesurable,
- S'appuyer sur des financements industriels susceptibles d'être abondés par tous types de financements publics français et européens
- Mettre en place une gestion de projet comme tout projet industriel (organisation, planification, qualité technique, résultats attendus, respect des délais et des plannings),
- S'inscrire en complémentarité, si pertinence, avec des projets du Pôle Mer Bretagne Atlantique.

La procédure de dépôt, et d'instruction des projets est élaborée par l'équipe d'ingénierie et d'animation et concertée avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique. Elle fait l'objet de révisions régulières, validées par le Comité de Pilotage.

Article 5. DUREE

5.1 La présente Charte est conclue pour une durée de trois ans à compter de son approbation lors de l'Assemblée Générale du 20 novembre 2020. Elle pourra ensuite être prorogée pour une durée équivalente ou modifiée (voir § 5.3) sur décision de l'Assemblée des membres.

5.2 Chacun des acteurs est libre de se retirer du Pôle sans avoir à motiver sa décision et sans encourir de responsabilité vis-à-vis des autres parties de ce fait, sous réserve :

- de l'observation d'un délai de préavis d'au moins 3 mois avant la fin de l'année civile n ; sa démission prenant effet l'année n+1, la cotisation de l'année n restant due.

- que les conditions de respect du secret et de responsabilité, spécifiées dans la présente charte soient respectées.
- qu'il ne soit pas engagé dans un projet labellisé par le Pôle Mer et toujours en cours à la date de démission.

Ce retrait se fera par lettre recommandée avec avis de réception de la partie concernée au Président du Comité de Pilotage.

5.3 Les dispositions de la présente Charte ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant, remplaçant la version précédente dûment approuvée par l'Assemblée des Membres lors d'un vote à la majorité simple. Dans ce cas les adhérents ayant signé la version précédente de la charte se trouvent engagés par ce vote à en respecter les dispositions.

Article 6. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tous litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent règlement et n'ayant pu être réglés à l'amiable seront portés devant le tribunal compétent.

Cette charte a été adoptée Lors de l'assemblée des membres du 20 novembre 2020